

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 15 MAI 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 23/173 SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT - ATTRIBUTION DE DIX SUBVENTIONS D'UN MONTANT GLOBAL DE 889 110 € - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/173

BUREAU DU 15 MAI 2023

**O B J E T : SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES AU
TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE
LOGEMENT - ATTRIBUTION DE DIX SUBVENTIONS
D'UN MONTANT GLOBAL DE
889 110 € - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU la Loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°19/11/383 du Conseil Métropolitain du 13/11/2019 relative au transfert de compétences et notamment du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) entre le Département du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le règlement intérieur du FSL approuvé par le Conseil Métropolitain du 10/12/2019,

VU l'agrément obtenu par l'Agence Départementale d'Informations sur le Logement (ADIL), l'Association pour le Logement Individuel Et Autonome (ALINEA), l'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion (APEA), l'association EN CHEMIN, l'association Fondation Agir Contre l'Exclusion Var (FACE VAR), l'association LOGIVAR, l'association COMITE COMMUN MEMBRE D'ITINOVA et l'association Olbia Var Appartements (OVA), la Fondation Apprentis d'Auteuil, l'Association Varoise d'Accueil Familial (AVAF), au titre de la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement instaurant de nouvelles modalités d'agrément pour les organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU le tableau de synthèse et les projets de convention annexés,

CONSIDERANT que dans leur projet associatif, les associations concernées facilitent l'insertion durable des métropolitains, notamment au travers d'accompagnements vers l'accès et le maintien dans un logement autonome et décent ; objectif à l'origine de la création des FSL,

CONSIDERANT l'utilité de couvrir l'ensemble du territoire en permettant l'accueil, le conseil, l'information et l'accompagnement des métropolitains, en difficulté dans la réalisation de leur projet logement, favorisant ainsi l'insertion socio-économique,

CONSIDERANT qu'il s'agit, par ces subventions, de permettre la mise en œuvre de projets pour les actions suivantes :

- Accompagnement social lié au logement,
- Accompagnement prévention des impayés d'énergie,
- Dispositif d'information et d'orientation des jeunes,
- Accompagnement en hébergement temporaire,
- Bail accompagné-jeunes,
- Sous-location avec bail glissant,
- Insertion logement - autonomie des jeunes,
- Accompagnement dans le logement conventionné et vers l'emploi,

CONSIDERANT que l'ensemble des actions proposées par ces associations concourent à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat et d'attractivité du territoire, en favorisant le parcours résidentiel, en sécurisant les bailleurs et en développant des partenariats efficaces,

CONSIDERANT qu'il convient de soutenir ces actions en attribuant à ces associations une subvention pour la réalisation de ces projets,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement la somme de 889 110 € conformément au tableau annexé.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer les conventions annexées.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2023, à l'opération n° 5217 - Article 65748.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

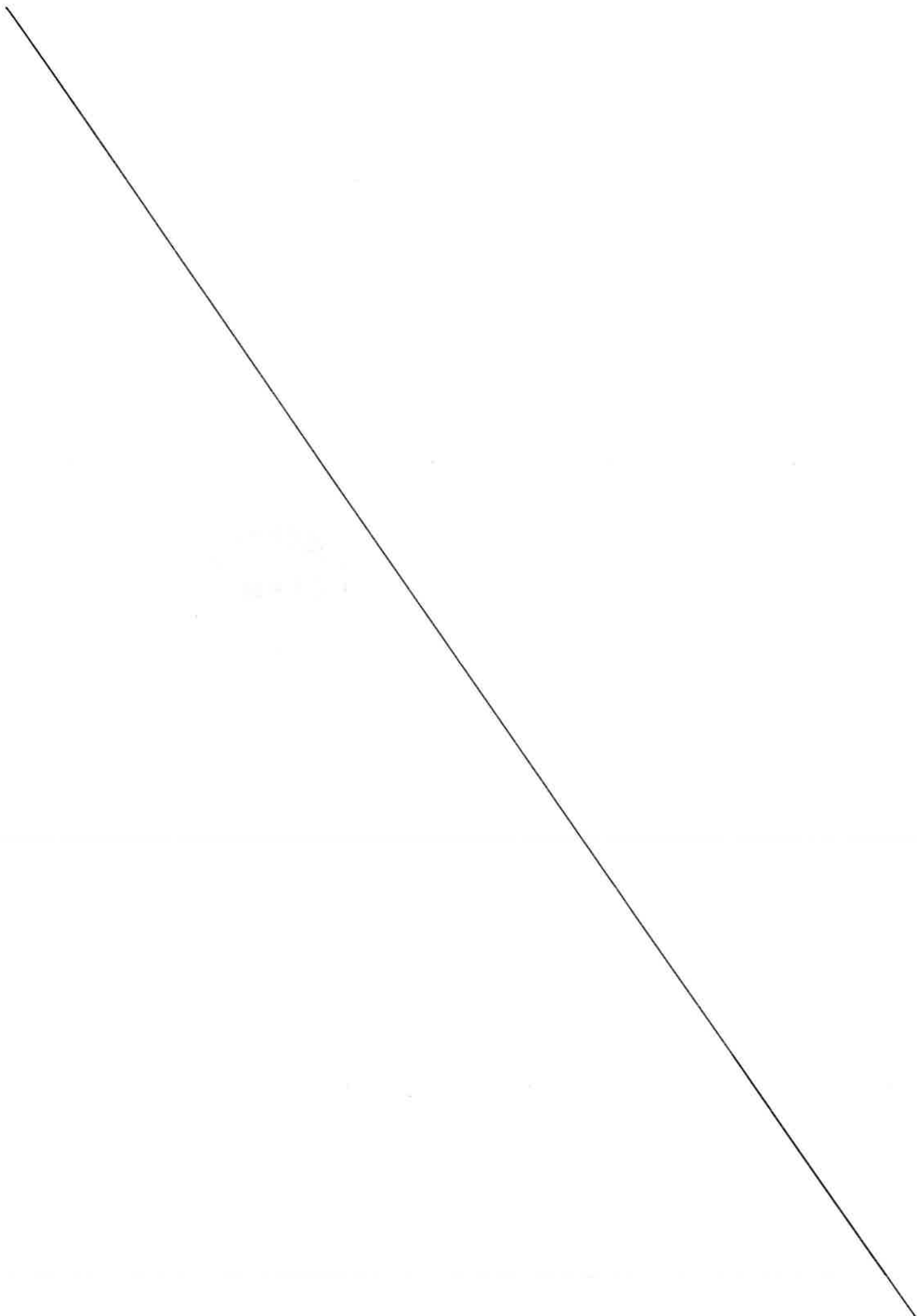
Fait à Toulon, le 15 mai 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0





CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATIONS SUR LE LOGEMENT (ADIL) DU VAR RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2023

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par
son Président, Monsieur, agissant en vertu de la décision
n°du Bureau Métropolitain du

D'une part,

ET

L'Agence Départementale d'Informations sur le Logement (ADIL), 1766 chemin de la
Planquette 83130 LA GARDE, déclarée en Préfecture le 16 mars 1978, représentée
par Monsieur Jean Louis PICOCHÉ, Président, dûment habilité,

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat,
d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole peut apporter son concours
à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique par le
logement, notamment par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'ADIL du Var s'est donné comme objectif de contribuer à l'insertion sociale et
professionnelle de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à
un logement autonome. L'association intervient depuis de nombreuses années auprès
de tous les publics pour des missions d'information, et auprès de publics fragiles pour
le traitement de l'impayé de loyer et la lutte contre l'exclusion par le logement, pour le
traitement de l'habitat indigne et indécent.

C'est pourquoi, considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et
l'augmentation des situations de précarité rencontrées au sein de la Métropole, et
compte tenu de son expertise et de l'intérêt de son action, il a été décidé de soutenir
financièrement L'Agence Départementale d'Informations sur le Logement (ADIL).

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIVRA :

ARTICLE 1 : L'engagement de l'association

L'Agence Départementale d'Informations sur le Logement (ADIL) s'engage à mettre en œuvre son programme d'action 2023 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose de contribuer sur le territoire d'intervention de Toulon Provence Méditerranée, à l'animation et le suivi de la convention intercommunale d'attribution (CIA) et particulièrement en assurant le déploiement de la commission métropolitaine de coordination des attributions de logements sociaux, en lien étroit avec la Métropole.

Cette commission est prévue par le CCH (art. L441-1-6) et s'inscrit dans le cadre de la Convention Intercommunale des Attributions (CIA).

La commission métropolitaine de coordination est une instance consultative qui a pour rôle d'analyser les situations relevées par tout partenaire ne trouvant pas de réponse satisfaisante dans le cadre des démarches ordinaires d'accès au logement social, de coordonner les informations relatives à la situation des ménages, et de poser un diagnostic partagé. Elle identifie des ménages qu'elle estime devoir être proposés en priorité aux commissions d'attribution des logements locatifs sociaux par les réservataires à mesure que des logements correspondant à leur typologie se libèreront.

La commission se réunira quatre fois par an, chaque trimestre. Le calendrier sera fixé en début d'année pour l'année en cours et communiqué à tous les membres. Elle étudiera au maximum 50 dossiers par séance.

L'ADIL, opérateur désigné par la métropole, est missionné pour :

Assurer le secrétariat de la commission en appui de la Métropole :

- centralisation des dossiers déposés par les prescripteurs dans un tableau dédié pour faciliter la présentation lors du passage en commission ;
- vérification de la complétude des dossiers et relance auprès des prescripteurs pour l'obtention des pièces manquantes ;
- étude de la recevabilité au regard des conditions mentionnées dans le règlement intérieur ;
- diffusion aux membres ayant confirmé leur participation une semaine au plus tard avant la séance de la liste des dossiers présentés à la commission ;
- à l'issue de chaque séance, rédaction d'un compte rendu synthétique actant l'ensemble des propositions édictées et diffusion par mail à l'ensemble des membres de la commission une semaine maximum après chaque réunion.
- notification du statut « public métropolitain » au sein du logiciel SNE pour les ménages retenus par les membres de la commission.

Assurer le traitement des dossiers recevables :

- Etude de l'éligibilité au statut « prioritaire métropolitain » des dossiers au regard des critères du règlement intérieur et définition des propositions de décisions à destination des membres de la commission ;
- réaliser si besoin un diagnostic social approfondi le cas échéant en lien avec les référents administratifs et sociaux du ménage ;
- formuler des préconisations fines et adaptées sur chaque situation concernant la typologie du logement requis et les mesures annexes à mettre en place pour sécuriser le relogement.

Assurer l'animation des séances de la commission :

- passage en revue en premier lieu des situations des ménages de la file active ;
- présentation dans un 2^{ème} temps des nouvelles situations : éléments administratifs, conclusions du diagnostic social établi et état des préconisations;

Garantir le suivi des dossiers traités par la commission :

- déclenchement des mesures d'accompagnement préconisées auprès du SIAO en lien avec les référents sociaux quand il y en a ;
- transmission aux bailleurs sociaux d'un tableau à compléter chaque mois qui recensera les propositions faites aux ménages de la file active métropolitaine, les passages en CALEOL, les décisions des ménages et éventuelles signatures de bail ;
- tenue d'un tableau de suivi de la file active permettant de comptabiliser les baux signés, les refus, les situations non résolues qu'elle communiquera en amont des commissions. Les membres de la commission de coordination s'engagent, chacun en ce qui les concerne, à actualiser le tableau en cas d'évolution.

Enfin, une fois par an, l'opérateur dressera en lien avec la métropole un bilan d'activité de la commission qui comportera une analyse quantitative et qualitative de la file active sur l'année écoulée, pour validation en CIL.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein des services Habitat et FSL métropolitains, qui l'accompagne.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à mettre à disposition l'ensemble des outils et accès (tel que le SNE) auprès de l'ADIL afin que l'agence puisse accomplir pleinement sa mission.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'Agence Départementale d'Informations sur le Logement (ADIL) à hauteur de 60 000€ pour l'année 2023.

ARTICLE 3 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'association devra fournir :

- un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2023, transmis au plus tard le 15 Janvier 2024.

Celui-ci servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

Les référents des services Habitat et Fonds de solidarité pour le logement exercent le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la Métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 60 000 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain, pour l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 : Les obligations de l'association

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
 - le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
 - les bilans et comptes de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- à faciliter le contrôle par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif

A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la Métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 : Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 9 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'Agence Départementale d'Informations sur le Logement (ADIL).

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur

Le Président de l'ADIL

Monsieur Jean Louis PICOCHÉ

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION ALINEA RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2023

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur....., agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....

D'une part,

ET

L'Association ALINEA, ayant son siège 6, traverse LIRETTE 83000 TOULON représentée par sa Présidente - Myriam VALVERDE dûment habilitée par son Conseil d'Administration,

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association ALINEA s'est donné comme objet de contribuer à l'insertion sociale et professionnelle de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à un logement autonome.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'Association, et compte tenu de l'intérêt de son action il a été décidé de soutenir financièrement l'association ALINEA.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - L'engagement de l'association

L'association ALINEA s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2023 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose de réaliser sur le territoire d'intervention de Toulon, la Valette et La Garde, 65 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active (ASLL), des actions d'accueil, d'information et d'orientation (AIO), des mesures d'accompagnement socio-éducatif de jeunes hébergés en logement temporaire (ALT), et une action de bail accompagné.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social. Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités

d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 - L'engagement de référence de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'Association ALINEA à hauteur de 159 150 Euros pour l'année 2023 :

- Action « accompagnement social lié au logement » (ASLL) : 98 150 €
- Action « accueil, d'Information et d'orientation » (AIO) : 40 000 €
- Action « accompagnement socio-éducatif des jeunes hébergés en logement temporaire » (ALT) : 9 000€
- Action « bail accompagné jeunes » : 12 000 €

ARTICLE 3 - Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2023, transmis au plus tard le 15 janvier 2024.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 - La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 5 - L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 159 150 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 - Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 - Les obligations de l'association

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
 - le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
 - les bilans et comptes de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 - Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

ARTICLE 9 - La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 - Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 - Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 - La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association ALINEA.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président de l'Association
ALINEA

Myriam VALVERDE

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION, RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2023

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....
D'une part,

ET

L'association de Prévention et d'Aide à l'insertion, ayant son siège 5 Avenue Garibaldi 83500 LA SEYNE SUR MER représentée par sa Présidente - Cristina DE ROBERTIS dûment habilitée par son Conseil d'Administration,
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association de prévention et d'aide à l'insertion (APEA) s'est donnée pour objet la promotion, la gestion et le développement d'actions auprès d'enfants, de jeunes, de familles et de leur milieu de vie.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'Association, et compte tenu de l'intérêt de son action, il a été décidé de soutenir financièrement l'association de prévention et d'aide à l'insertion.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - L'engagement de l'association

L'association s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2023 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de la Seyne sur Mer, Ollioules et Six-Fours, 30 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active (ASLL).

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social. Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 - L'engagement de référence de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association de Prévention et d'Aide à l'insertion dans la réalisation de sa mission. L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'association à hauteur 45 300 Euros pour l'année 2023:

- Action : accompagnement social lié au logement (ASLL)

ARTICLE 3 - Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2023 au plus tard le 15 janvier 2024.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 - La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 5 - L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 45 300 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le Trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 - Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 - Les obligations de l'association

L'Association s'engage:

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
 - le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
 - les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes-rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 - Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

ARTICLE 9 - La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 - Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 - Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 - La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'Association de Prévention et d'Aide à l'insertion.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente de l'ASSOCIATION DE
PRÉVENTION ET D'AIDE À L'INSERTION

Cristina DE ROBERTIS

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2023

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....

D'une part,

ET

La fondation Apprentis d'Auteuil, ayant son siège 40, rue Jean de la Fontaine -75016 PARIS représentée par son Président M. Jean-Marc SAUVE dûment habilitée par son Conseil d'Administration,

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'offre de logements abordables, ordinaires ou adaptés, à destination des personnes défavorisées, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

La mobilisation du parc privé à des fins sociales et le développement de l'intermédiation locative ont été identifiés comme des leviers d'action majeurs, complémentaires au parc locatif social.

Apprentis d'Auteuil, au travers de la Résidence Sociale à Orientation Educative du fort Saint Antoine (RSOE), s'est donné comme objet de contribuer à favoriser l'accès direct au logement, sans passer par les dispositifs d'hébergement, et d'accélérer la sortie de l'hébergement vers le logement de tout jeune dont la situation administrative le permet, en mobilisant un accompagnement adapté à ses besoins. Ainsi, elle a pu capter entre 2020 et 2021, cinq logements, en intermédiation locative permettant l'insertion socio-économique durable des jeunes.

C'est pourquoi, suite à la demande d'Apprentis d'Auteuil, compte tenu de l'intérêt de son action il a été décidé de soutenir financièrement la RSOE du fort Saint Antoine, notamment pour la gestion locative et l'accompagnement de ces logements pour 2023. Cette action s'inscrivant dans les orientations du Fonds de solidarité Métropolitain.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - L'ENGAGEMENT D'APPRENTIS d'AUTEUIL

Apprentis d'Auteuil s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2023 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, par la présente convention la fondation s'engage à développer à son initiative et sous sa responsabilité, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, l'offre de logements abordables, ordinaires ou adaptés, à destination des jeunes défavorisés.

Dans le cadre des missions relevant de la RSOE, la fondation dispose d'une expertise permettant l'insertion par le logement et l'emploi des jeunes.

Cet accompagnement socio-éducatif lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des ménages et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant l'accès et le maintien dans le logement des jeunes défavorisés.

Il peut se dérouler dans le cadre de la location en vue de sous-location avec ou sans glissement de bail, l'opérateur concluant avec les ménages une convention d'occupation temporaire à titre onéreux.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec la personne concernée. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 - L'ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne la fondation.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'Association Fondation Apprentis d'Auteuil pour l'année 2023 pour l'action suivante :

- **Insertion logement - autonomie des jeunes** : gestion locative adaptée et accompagnement social lié au logement en file active de 5 jeunes dans un logement (logement temporaire sous location, bail glissant si possible...) financé à hauteur de 20 000 euros.

Dans le cadre de la location en vue de sous-location, l'opérateur conclut avec les ménages une convention d'occupation temporaire à titre onéreux. La durée du contrat d'occupation ne peut excéder 12 mois, renouvelable pour une période de 6 mois maximum. Ce renouvellement est soumis à l'accord expresse de la Métropole sur la base d'une demande motivée adressée par l'opérateur au plus tard 1 mois avant la date d'expiration du contrat d'occupation.

Le logement doit comprendre un loyer abordable rendant réalisable les options de glissement de bail, ou de maintien dans le logement temporaire.

A chaque fin de prise en charge dans un logement, la Métropole est informée en amont. Elle pourra orienter des jeunes directement vers l'association (coordination FAJ/FSL).

ARTICLE 3 - LA DUREE DE L'ENGAGEMENT DE LA METROPOLE TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 4 - L'ENGAGEMENT COMPTABLE ET LE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention de la Métropole pour la durée de l'action est arrêté à 20 000 euros (vingt mille euros).

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

- Conformes à la législation relative au logement décent et situés dans un immeuble ne présentant pas de caractère de dangerosité ou d'insalubrité
- Accessibles en transports en commun
- Du parc privé
- Dont le coût de location hors charge n'excède pas le loyer plafond.

L'opérateur s'engage à capter de manière prioritaire des logements à loyers social ou très social, conventionnés avec l'ANAH. Dans cette perspective, dans le cadre de leurs démarches de prospection de nouveaux logements, l'opérateur s'engage à proposer systématiquement aux propriétaires de conventionner leurs logements avec l'ANAH.

ARTICLE 5 - EVALUATION DE L'ACTION

L'opérateur s'engage à transmettre à la Métropole selon la fréquence indiquée :

- Un suivi des logements captés au fil de l'eau ainsi que les baux signés à transmettre par mail,
- Une information concernant les glissements de bail au fur et à mesure,
- L'outil de gestion (FSL/ASLL) renseigné pour chaque situation,
- Un bilan annuel, support du dialogue de gestion, comprenant :
- Une présentation de l'atteinte des objectifs et une analyse des difficultés rencontrées
- Une présentation de la répartition des coûts réels supportés par l'opérateur entre les différents postes de dépense ainsi que le nombre d'ETP affectées.

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

La RSOE devra fournir un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au plus tard le 30 avril 2024, après clôture des comptes et consolidation des données statistiques.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 6 - LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 - LES OBLIGATIONS DE la FONDATION

La RSOE s'engage :

- À souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- À adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,

- À ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- À valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- À fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
 - Le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
 - Les bilans et comptes de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- À faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- À respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- À faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 - DIVERS

La RSOE fera par ailleurs son affaire :

- De la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- De l'accueil des personnes,
- Du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de la fondation.

ARTICLE 9 - LA RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 - LE REVERSEMENT D'UNE PARTIE DE LA SUBVENTION EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DE LA RSOE

En cas de non-respect par la RSOE de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 - LE TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 - LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à la fondation Apprentis d'Auteuil.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président de l'Association
Fondation Apprentis d'Auteuil

M. Jean-Marc SAUVE

Et par délégation
M. Frédéric BAUDOT

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION VAROISE D'ACCUEIL FAMILIAL, RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2023

Entre :

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée** ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole -107 boulevard Henri Fabre - CS 30 536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....
D'une part,

Et :

L'Association Varoise d'Accueil Familial sise 274 avenue Amiral Collet – Alcyon - 83 000 TOULON, représentée par Madame Nathalie AUBERT, sa Présidente dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration,
D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

I - EXPOSE DES MOTIFS

Dans le cadre de l'animation de sa politique d'habitat, la métropole Toulon Provence Méditerranée développe une nouvelle stratégie d'intervention en direction du parc privé.

Ce parc constitué majoritairement en logement collectif est relativement ancien avec notamment près de 55 % construit avant 1975. Les enjeux énergétiques et de remise aux normes sont très importants alors que dans le même temps un certain nombre de fragilités est relevé notamment sur les copropriétés de grande taille. Les actions en faveur du parc privé constituent donc un axe prioritaire tant en matière de diversification de l'offre de logement par la maîtrise des loyers qu'en termes de réhabilitation du parc à réinvestir pour éviter toute nouvelle forme de ségrégation et de déqualification.

Le passage en métropole au 1er janvier 2018 confirme la poursuite de cette stratégie d'intervention sur le parc privé visant à l'amélioration des logements. Pilotant l'ensemble des dispositifs opérationnels tels que les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et le Programme d'Intérêt Général « Amélioration de l'Habitat » (PIG) via le guichet unique Bien chez soi, la métropole assure l'articulation et la complémentarité de ces outils au regard des besoins et des objectifs envisagés pour ce territoire.

La captation de logements conventionnés, la gestion locative et l'accompagnement social permettent de produire du logement à loyer maîtrisé en mobilisant le parc privé à des fins sociales via le mandat de gestion ou la location/sous-location et par l'intervention d'un tiers social (opérateur, organisme ou association agréés) entre le propriétaire et la personne occupant le logement afin de sécuriser la relation locative. Il s'agit à la fois de faciliter le logement des personnes pouvant présenter des difficultés et d'inciter les bailleurs à mettre en location leur logement, y compris à des ménages pouvant présenter des difficultés.

Le chantier d'insertion, quant à lui permet de favoriser le retour à l'emploi de publics suivis dans le cadre de la politique de la ville conduite par la métropole tout en travaillant à l'amélioration du parc privé.

Cette production de logements conventionnés est enjeu majeur pour la métropole compte tenu la tension qui existe sur ce territoire. En effet, l'intermédiation locative et le chantier d'insertion sont de véritables leviers tant pour le retour à l'emploi des personnes travaillant sur le chantier que pour l'amélioration du parc privé, la lutte contre la vacance et la remise sur le marché des logements en état avec des loyers en adéquation avec les besoins de la population.

II - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir, pour sa période de validité, le programme d'actions et les engagements respectifs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et de l'AVAF en vue de favoriser l'insertion par le logement et par l'emploi. La captation de logements conventionnés, la gestion locative et l'accompagnement social, sont des leviers majeurs auprès des propriétaires bailleurs dans le cadre du dispositif Bien chez soi. Ces actions mises en synergie avec le chantier d'insertion concourent à l'insertion socio-économique durable sur le territoire métropolitain.

III - PROGRAMME D'ACTIONS

Le programme d'actions se décline de la manière suivante :

Axe 1. Accompagner

L'AVAF intervient auprès d'un public en grande difficulté (sans domicile fixe, grands marginaux...) qui par sa situation sociale précaire ne peut accéder à un logement autonome sans soutien. C'est dans ce contexte que la structure a développé un parc de sous-location avec clause de bail glissant.

Un parc de sous-location doit correspondre à certains publics :

- Situations célibataires et familles, sortant d'établissement type C.H.R.S., A.L.T. et ont encore besoin d'un accompagnement social soutenu pour consolider une autonomie.
- Familles nombreuses qui ont besoin d'appartements vastes dont les loyers doivent être en adéquation avec leurs ressources.

De façon globale, tous les publics qui, pour différents motifs dus à leur situation sociale ne peuvent accéder au logement autonome sans aide.

Le Principe : l'association prend en bail des logements qu'elle sous-loue aux personnes et familles qu'elle souhaite reloger.

Le volet sous-location se fait avec l'accord du propriétaire. L'association exige dans le contrat de bail une clause de bail glissant, c'est à dire qu'au terme d'une durée définie ensemble (12 mois maximum), le propriétaire s'engage à contracter un bail direct avec les sous-locataires. L'association n'est plus locataire en titre « intermédiaire » et peut remobiliser un nouvel appartement qu'elle remettra à disposition pour une autre situation.

Pour améliorer le nombre de bénéficiaires de ce dispositif, l'AVAF propose de mobiliser dix logements en permanence sur le territoire T.P.M. Cette action concerne environ 10 familles par an soit 25 à 35 personnes qui sont relogées grâce à cette activité.

La métropole souhaite que ces logements puissent relever de conventionnement avec l'ANAH en loyers social ou très social.

Il est donc envisagé pour l'année 2023 de capter 5 logements relevant de ces loyers maîtrisés.

Moyen : Ce projet nécessite un accompagnement social adapté en conséquence, l'association mobilise sur l'ensemble de l'action 5 travailleurs sociaux pour le territoire de TPM.

Axe 2. Conforter le chantier d'insertion

Globalement, cette action consiste à :

- offrir des possibilités d'insertion à un public élargi en situation de précarité en associant une prise en charge personnalisée avec des actions d'ordre collectif et un accompagnement global,
- répondre aux besoins de qualification des personnes les plus en difficulté en les mettant en situation réelle du travail,
- favoriser les possibilités de relogement des personnes et familles sans domicile.

L'objectif du chantier d'insertion est de permettre aux résidents des foyers d'accéder à une activité professionnelle (entretien technique du bâtiment et propreté des locaux) pour pallier à des problématiques importantes. Ces personnes, très exclues socialement ainsi que professionnellement, accèdent difficilement aux circuits classiques de l'emploi et de la formation. Il s'agit également d'offrir des lieux d'accueil et d'hébergement décents ainsi que remettre en état des logements captés pour un accès au logement autonome des hébergés.

Les actions mises en place visent à :

- Rompre le processus d'exclusion sociale et professionnelle
- Apprentissage ou réapprentissage des mécanismes de travail
- Analyser, évaluer, proposer des contrats d'objectifs atteignables
- Mettre en valeur les capacités et savoir-faire de la personne
- Amener à un niveau d'employabilité compatible avec le marché de l'emploi
- Acquérir des droits et des compétences tant sur le plan social qu'économique
- Aider à élaborer un projet de vie.

1) ACI Chantier d'insertion Service Entraide : réinsertion professionnelle

Les postes proposés concernent l'activité « Entretien et technique du bâtiment » il s'agit du bâtiment second œuvre. Cette activité permet aux

bénéficiaires d'aborder les différents métiers du secteur du bâtiment dans un but de réapprentissage ou d'affirmation d'un choix professionnel :

- Isolation intérieure (panneaux de mousse, bandes ou panneaux de fibres minérales ou de verres etc.), Coffrage (plaques de plâtre, lambris, panneaux etc.),
- Pose de faux – plafond,
- Isolation acoustique,
- Enduits,
- Traitement d'étanchéité,
- Montage de cloisons,
- Réparation de fissures, Pose de carrelage, Réalisation des joints étanches, Construction de cloisons, Pose de portes et fenêtres, Peinture, tapisserie, revêtement, Installation sanitaires...

La deuxième activité importante se rapporte au secteur de la propreté, il s'agit de « l'entretien et hygiène des locaux » un secteur dit « d'insertion » qui donne une chance d'intégration aux personnes sans qualification.

La nature des travaux est un équilibre entre des tâches de qualifications variées. Les postes de travail sont à technicité variable, aussi bien en rénovation du bâtiment (du débarras de caves et nettoyage aux travaux soignés de peinture, tapisserie ou électricité) que dans le nettoyage.

L'accompagnement socio-professionnel de l'AVAF consiste dès lors à soutenir la personne pour qu'elle acquière les capacités et les compétences nécessaires pour s'insérer dans l'environnement social et économique local. La préparation à la sortie s'effectue à mi-parcours lorsqu'il s'agit d'un contrat de 6 mois ou dès le 1er renouvellement de la convention. La conseillère en insertion professionnelle organise en interne des ateliers collectifs de recherche d'emploi (lettres de motivation, CV, transmission des offres d'emploi), effectue des orientations vers nos partenaires SIAE (AI, EI, ETTI, JEIQ), sollicite également les partenaires associatifs (hors SIAE), accompagne les bénéficiaires dans leurs démarches auprès des entreprises (contacts téléphoniques, réponses aux offres d'emploi).

2) ACI Chantier d'insertion Service Entraide : Actions d'auto réhabilitation

Pour capter des logements vacants pour les personnes que l'association héberge, il est proposé aux bailleurs d'accompagner les futures locataires dans la rénovation des lieux.

- Procéder à l'accompagnement à l'auto réhabilitation du logement
- Rénover et/ou embellir le futur logement des bénéficiaires des CHRS
- Favoriser le maintien des personnes dans leur logement en rénovant le lieu d'habitat.

L'action s'adresse à des hommes et des femmes en difficultés, de bas niveaux de qualification, demandeurs d'emploi de longue durée, allocataires de minima sociaux (RSA, API, ASS) jeunes sans qualification.

- Expérience professionnelle quasi-inexistante ou très éloignée dans le temps
- Absence ou manque de savoir-faire professionnel
- Irrégularité dans la réalisation des tâches
- Difficultés de comportement dans la relation à l'autre
- Pour ce qui concerne le relogement ou le maintien en logement, l'action s'adresse à des personnes hébergées en CHRS et/ou des bénéficiaires de minima sociaux.

IV - MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

a) Participation financière

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'AVAF à hauteur de 15 000 euros pour l'année 2023.

L'AVAF s'engage pour l'année 2023 à utiliser la subvention de Toulon Provence Méditerranée au profit du déploiement de l'action de captation de logements conventionnés, de gestion locative, d'**accompagnement dans le logement conventionné et vers l'emploi**. Cela en complémentarité avec le dispositif Bien chez soi (aides aux conventionnements, aux travaux...).

Si le montant réel des dépenses varie à la hausse, la subvention n'est pas réévaluée. En revanche, si ce montant varie à la baisse, le montant de la subvention est accordé au prorata des dépenses réalisées.

b) Modalités de versement

La subvention de 15 000 euros sera versée selon les modalités suivantes. Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

V – OBLIGATIONS DE L'AVAF

L'AVAF s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé.

L'AVAF s'engage à fournir à Toulon Provence Méditerranée son rapport annuel d'activités ainsi que son bilan et son compte de résultats annuels.

VI - DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de sa signature. Elle est conclue pour l'année 2023.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des obligations réciproques convenues, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure valant mise en demeure. Dans ce cas, l'AVAF devra reverser à Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ou utilisées pour des actions différentes de celles prévues à la présente convention.

VII - SUIVI ET EVALUATION

L'association devra fournir un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2023 au plus tard le 15 janvier 2024.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

VIII – COMMUNICATION ET INFORMATION

Toute publication ou tout support de promotion de la présente convention ou de son contenu élaboré par ou à l'initiative d'un des signataires devra comporter les logos de TPM, de l'AVAF, respecter la charte graphique.

IX - SECRET PROFESSIONNEL ET OBLIGATION DE RESERVE

Les cocontractants se reconnaissent tenus au secret professionnel, à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, les informations, études et décisions, dont ils auront connaissance au cours d l'exécution de la présente convention.

Ils s'interdiront notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets sans accord préalable mutuel.

XI - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente de l'Association
Varoise d'Accueil Familial

Nathalie AUBERT

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION EN CHEMIN RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2023

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....
D'une part,

ET

L'Association EN CHEMIN, ayant son siège 10, Bd Frédéric Mistral 83400 HYERES, représentée par son Président – Paul LAMBERT dûment habilité par son Conseil d'Administration,
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association EN CHEMIN s'est donné comme objet de mettre en œuvre tous les moyens pour accompagner de manière personnalisée des personnes ou des ménages en difficulté vers l'insertion sociale, le retour à l'autonomie et l'activité

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association EN CHEMIN.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :

ARTICLE 1 : L'engagement de l'association

L'association EN CHEMIN s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2023 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Carqueiranne, Hyères, La Crau, La Garde, La Valette, Le Pradet, et Le Revest, pour 55 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social. Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 : L'engagement de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission. L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement pour l'année 2023 l'Association EN CHEMIN à hauteur de 83 050 Euros.

- Action : accompagnement social lié au logement (ASLL) : 83 050 Euros

ARTICLE 3 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2023 au plus tard le 15 janvier 2024.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 83 050 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 : Les obligations de l'association

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

* le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

* les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 : Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

ARTICLE 9 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association EN CHEMIN.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président de l'Association
EN CHEMIN

Paul LAMBERT

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION FACE VAR RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2023

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....
D'une part,

ET

L'Association FACE VAR, ayant son siège 25, rue Victor Clappier - 83000 TOULON, représentée par sa Directrice - Cécile ROBLET dûment habilitée par son Conseil d'Administration,
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association FACE VAR s'est donné comme objet de mettre en œuvre tous les moyens pour agir contre les exclusions, et favoriser l'insertion des personnes ou des ménages en difficulté, notamment en matière de logement.

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association FACE VAR.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - L'engagement de l'association

L'association FACE VAR s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2023 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon 70 mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL) en file active.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social. Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 - L'engagement de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission. L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement pour l'année 2023 l'Association FACE VAR à hauteur de 105 700 Euros.

- Action : accompagnement social lié au logement (ASLL) : 105 700 Euros

ARTICLE 3 - Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2023 au plus tard le 15 janvier 2024.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 - La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 5 -L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 105 700 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 - Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 - Les obligations de l'association

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
 - le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
 - les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 - Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

ARTICLE 9 - La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10- Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 - Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 - La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association FACE VAR.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Pour le Président de l'Association
FACE VAR et par délégation

Cécile ROBLEZ

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION LOGIVAR-UDV RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2023

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....
D'une part,

ET

L'Association LOGIVAR-UDV, ayant son siège 51 Rue Suzanne - 83000 TOULON représentée par son Président – Christophe MICHEL dûment habilité par son Conseil d'Administration,
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association LOGIVAR-UDV s'est donné pour objet de participer à la promotion humaine de ceux qui sont en situation de marginalité et de pauvreté, en lien étroit avec la diaconie.

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association LOGIVAR-UDV.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : L'engagement de l'association

L'association LOGIVAR-UDV s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2023 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon et La Seyne-sur-Mer 35 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social. Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 : L'engagement de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission. L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement pour l'année 2023 l'association LOGIVAR-UDV à hauteur de 52 850 Euros :

- Action : accompagnement social lié au logement(ASLL) : 52 850 Euros,

ARTICLE 3 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2023 au plus tard le 15 janvier 2024.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 52 850 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le

compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 : Les obligations de l'association

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

* le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

* les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable

agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 : Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

ARTICLE 9 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association LOGIVAR-UDV.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président de l'Association
LOGIVAR-UDV

Christophe MICHEL

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION COMITE COMMUN MEMBRE D'ITINOVA RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2023

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....
D'une part,

ET

L'Association COMITE COMMUN MEMBRE D'ITINOVA, ayant son siège Immeuble Palais Liberté- 41, Place de la Liberté- 83000 TOULON représentée par son Président Monsieur Jacques DUPOYET dûment habilité par son Conseil d'Administration,
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association s'est donné pour objet de concevoir, mettre en œuvre tous moyens, pour que chaque personne qu'elle prend en charge, puisse développer sa personnalité, prendre conscience de sa dignité, du respect dû aux autres, conduire librement son propre destin et engager sa responsabilité dans l'évolution de la société.

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association COMITE COMMUN MEMBRE D'ITINOVA.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - L'engagement de l'association

L'association COMITE COMMUN MEMBRE D'ITINOVA s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2023 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon, la Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier, 85 mesures d'accompagnement social liées au logement (recherche et insertion durable), 35 mesures d'accompagnement prévention impayé d'énergie (APIE), et une action de « sous-location avec bail glissant ».

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social. Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement,
- La lutte contre la précarité énergétique.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 - L'engagement de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission. L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'Association COMITE COMMUN MEMBRE D'ITINOVA à hauteur de 172 900 Euros pour l'année 2023 :

- Action accompagnement social lié au logement (ASLL) : 128 350,00€
- Action accompagnement prévention impayé d'énergie (APIE) : 32 550,00€
- Action « sous-location bail glissant » : 12 000,00€

ARTICLE 3 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2023 au plus tard le 15 janvier 2024.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 172 900 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 : Les obligations de l'association

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

* le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

* les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 : Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

ARTICLE 9 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les

sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association COMITE COMMUN MEMBRE D'ITINOVA.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président de l'Association
COMITE COMMUN MEMBRE
D'ITINOVA

Monsieur Jacques DUPOYET

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION OLBIA VAR APPARTEMENTS RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2023

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur, agissant en vertu de la décision du bureau métropolitain n°..... du.....
D'une part,

ET

L'Association OLBIA VAR APPARTEMENTS, ayant son siège 32, Chemin du Pont de Bois - 83200 TOULON représentée par son Président Philippe GUINET dûment habilité par son Conseil d'Administration,
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Considérant les enjeux autour de l'insertion par le logement et l'augmentation des situations de précarité rencontrées sur son territoire, et dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association OLBIA VAR APPARTEMENTS s'est donné comme objet de mettre en œuvre tous les moyens pour accompagner de manière personnalisée des personnes ou des ménages en difficulté afin que ceux-ci puissent réussir à s'insérer durablement dans un logement.

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'association OLBIA VAR APPARTEMENTS.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 : L'engagement de l'association

L'association OLBIA VAR APPARTEMENTS s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2023 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon, la Seyne-sur-Mer, Ollioules et Six-Fours, 116 mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL).

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service Métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social. Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 : L'engagement de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission. L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement pour l'année 2023 l'Association OLBIA VAR APPARTEMENTS à hauteur de 175 160,00 Euros.

ARTICLE 3 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2023 au plus tard le 15 janvier 2024.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 175 160,00 Euros.

Il est imputé au budget principal métropolitain pour l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 : Les obligations de l'association

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

* le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

* les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 : Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- de la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association,

ARTICLE 9 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 12 : La légalité de la convention et sa notification


La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association OLBIA VAR APPARTEMENTS.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président de l'Association
OLBIA VAR APPARTEMENTS

Monsieur Philippe GUINET

Annexe 1			
 <small>www.metropoleTPM.fr</small>	Soutien aux associations conventionnées au titre du Fonds de solidarité pour le logement Année 2023		
ASSOCIATIONS	OBJET DE LA SUBVENTION	SECTEURS	Montants
ADIL	Accompagnement social lié au logement renforcé	TPM	60 000€
ALINEA	Accompagnement social lié au logement -jeunes	TOULON LA VALETTE LA GARDE	98 150€
	Dispositif d'accueil d'information et d'orientation des jeunes (AIO)		40 000€
	Action logement des jeunes hébergés en logement temporaire (ALT)		9 000€
	Bail accompagné jeunes		12 000€
APEA	Accompagnement social lié au logement	LA SEYNE OLLIOULES SIX FOURS	45 300€
APPRENTIS D'AUTEUIL	Accompagnement social lié au logement	TPM	20 000€
AVAF	Accompagnement social lié au logement	TPM	15 000€
EN CHEMIN	Accompagnement social lié au logement	CARQUEIRANNE HYERES LA CRAU LA GARDE LA VALETTE LE PRADET LE REVEST	83 050€
FACE VAR	Accompagnement social lié au logement	TOULON	105 700€
LOGIVAR-UDV	Accompagnement social lié au logement	TOULON LA SEYNE	52 850€
COMITE COMMUN MEMBRE D'ITINOVA	Accompagnement social lié au logement	TOULON LA SEYNE	128 350€
	Accompagnement prévention des impayés d'énergie		32 550€
	Sous-location avec bail glissant		12 000€
OVA	Accompagnement social lié au logement	TOULON LA SEYNE OLLIOULES SIX FOURS	175 160€
TOTAL			889 110€